

Conjoncture : une année 2011 encore difficile

Alors que la parenthèse de la relance budgétaire est bel et bien terminée et que de nombreux pays se lancent dans des politiques d'austérité redoublant de sévérité, l'heure est aux conjectures et aux prédications.

Sur le plan des prévisions tout d'abord, deux maître-mot règnent : modération et incertitude.

Qu'il s'agisse en effet de la zone euro ou de l'ensemble des économies avancées (Etats-Unis et Japon inclus), les perspectives de croissance pour le premier semestre 2011, dans le prolongement du dernier trimestre 2010, rendent compte d'une croissance toujours très modérée. En particulier pour la zone euro. Au final, le scénario pourrait être **pour l'année 2011 un repli de l'activité par rapport à 2010**, un repli qui pourrait également toucher les économies émergentes et dont les causes, selon la dernière note de conjoncture de l'INSEE, sont à trouver dans un ralentissement du commerce extérieur et dans la baisse du pouvoir d'achat des ménages, fortement impacté par les modérations salariales et par les mesures de consolidation budgétaire partout mises en œuvre.

Cela étant, personne ne sait précisément de quoi sera fait l'horizon macroéconomique des pays développés. Il faut dire que leur salut, par le biais du financement de leur dette, dépend beaucoup de leurs créanciers, c'est-à-dire de ces fameux marchés financiers qui ont tant besoin d'être rassurés.

Si personne n'est en mesure de savoir quelle est, et quelle sera la position des marchés financiers dans les mois à venir, nombreux sont ceux qui savent en revanche ce qu'il convient de faire pour les « rassurer ». A

l'agenda de tout pays souhaitant retrouver un sentier de croissance doit ainsi figurer la rigueur budgétaire, l'assainissement durable des finances publiques et la restauration de la compétitivité aux moyens de réformes structurelles touchant au marché du travail ou encore aux salaires. Flexibiliser les marchés du travail, ne pas augmenter voire abaisser les salaires, quitte à revoir leurs modalités de détermination, telles sont les préconisations adressées par l'OCDE à la zone euro dans son tout dernier exercice de conjoncture.

Privé de levier budgétaire, privé du soutien de leur demande interne anémiée et contraint à tout prix de réduire les déficits publics, les pays ont peu de marges de manœuvre pour impulser une dynamique de croissance. En attendant, ceux-ci utilisent, comme ils le peuvent, l'arme monétaire misant ainsi sur le commerce extérieur pour tirer l'activité. Ainsi le G20, réuni à Séoul les 11 et 12 novembre s'est-il déroulé sur fond de « guerre des monnaies » entre les grands pays industrialisés. Le jeu en la matière est forcément de nature non coopérative puisqu'il s'agit de rendre les exportations nationales plus compétitives et de renchérir le prix des importations, favorisant ainsi la position concurrentielle des produits nationaux.

A l'origine, c'est le rebond de la croissance dans les pays émergents et donc les perspectives qu'il laissait entrevoir en termes d'exportations qui ont incité les grands pays à procéder de la sorte. Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a annoncé le 3 novembre dernier qu'elle injectait massivement des liquidités dans l'économie, en rachetant des titres de dette de l'Etat fédéral pour un montant de 600 milliards de dollars. L'objectif poursuivi est d'accroître la masse monétaire pour déprécier la valeur du dollar – d'où sa

glissade récente par rapport à l'euro, lequel était remonté à 1,40 \$, soit une progression de près de 15% en seulement quelques semaines avant la crise irlandaise. De son côté, la Chine, maintient le cours de sa monnaie - le yuan - à des niveaux très sous-évalués pour maintenir la compétitivité de ses exportations. Si le risque inflationniste ne peut y être totalement écarté, ce qui pourrait limiter la tentation des autorités chinoises de laisser trop filer leur monnaie, ce n'est pas le cas pour les Etats-Unis compte tenu de la faiblesse de sa consommation intérieure.

En Europe, la BCE rejette ce type de politique, son objectif principal reste au contraire de limiter l'inflation. Elle ne prendra donc pas part à cette course à la dévaluation, se retrouvant ainsi entre le marteau chinois et l'enclume de l'oncle Sam. Le risque est alors que pour tenter de maintenir sa compétitivité, les salaires et l'emploi soient une nouvelle fois rabotés et constituent la variable d'ajustement au détriment des salariés.

Au final, ce contexte où la compétition entre Etats prend le pas sur la coopération continue

de faire peser sur l'économie mondiale de nombreuses incertitudes, renforcées par le fait qu'aucune réponse n'a été apportée au niveau global pour mettre un terme aux facteurs qui ont déclenché la crise. Pire, face au renoncement des gouvernements devant le capitalisme financier, les politiques néolibérales s'intensifient dans tous les domaines.

Si la récession qui s'est généralisée après la faillite de Lehman Brothers en septembre 2008 semble derrière nous, rien n'indique que le micro-rebond de l'activité prendra un caractère durable. La généralisation des mesures d'austérité, l'absence de régulation financière, la primauté donnée aux logiques de compétitivité entre pays, la destruction des services publics, la modération voire la baisse des salaires, la persistance des inégalités et d'un chômage très élevé pourrait rapidement conduire à d'autres crises, remettant en cause un rythme de croissance mondiale modeste qui aujourd'hui provient essentiellement d'Asie.

Une reprise américaine pour un changement de cap politique ?

Aux Etats-Unis, le fort ralentissement de l'activité amorcé cet été s'est finalement stabilisé avec pour le troisième trimestre, un taux de croissance légèrement revu à la hausse, à 0,6% par rapport au trimestre précédent.

Le soutien de la demande à l'activité a été plus fort que prévu. Il faut dire, qu'en sus de l'assouplissement de la politique monétaire, les dépenses fédérales sont restées dynamiques. Toutefois, les mesures de relance touchent à leur fin et le résultat des élections de mi-mandat pourrait favoriser un changement de cap de la politique budgétaire pour lui donner un visage beaucoup plus austère. Première étape de ce changement, la politique de baisses d'impôt est poursuivie pour soutenir la relance de la machine économique. Les ménages les plus aisés viennent d'obtenir, sous la pression des Républicains, la prolongation des allègements fiscaux accordés par le précédent gouvernement. En contrepartie, l'administration Obama a obtenu de son côté que le versement des indemnités chômage soit prolongé pour treize mois supplémentaires. Signe supplémentaire de l'hésitation des autorités américaines entre rigueur et relance, le président américain a annoncé le gel des salaires des fonctionnaires fédéraux pour les deux années à venir, une mesure qui doit être avalisée par le Congrès en janvier 2011. Les républicains semblent par ailleurs décidés à opérer des coupes budgétaires dans les dépenses fédérales dès l'an prochain.

Des signes de fragilité structurelle continuent d'entacher par ailleurs la reprise américaine. Parmi eux, le processus de désendettement des ménages qui pèse sur leurs dépenses de consommation. Toujours très endettés, les ménages américains sont peu réceptifs aux stimuli de la politique monétaire et à la faiblesse des taux. Le principal objectif reste pour eux le désendettement et dans le meilleur des cas, la reconstitution d'une épargne.

La situation du chômage reste également très préoccupante. Le taux de chômage a atteint en effet un niveau record avec 9,6% en septembre 2010 – et encore, il s'agit d'une mesure très restrictive du taux de chômage – tandis que les créations nettes d'emploi sont quasiment à l'arrêt. Selon le professeur Nouriel Roubini, il est très vraisemblable que le taux de croissance prévu pour 2011 (entre 2,2 et 2,5%) suffise à peine à offrir du travail aux nouveaux diplômés mais soit très insuffisant pour en redonner à ceux qui l'ont perdu. Depuis le début de la crise, les Etats-Unis ont perdu près de 10 millions d'emplois et la pauvreté compte dans ses rangs près de 7 millions d'Américains supplémentaires. Au total, selon le Census Bureau (l'équivalent de l'INSEE en France), près de 44 millions d'Américains vivent sous le seuil de pauvreté (fixé à environ 700 euros par mois).

Le pessimisme règne dans la zone euro...

Par rapport au trimestre précédent (+1%) qui avait été tiré par le commerce mondial et la croissance de la demande interne, le troisième trimestre 2010 (+ 0,4%) dans la zone euro a marqué un net repli. Principal point d'achoppement, le commerce extérieur qui continue de peser négativement sur la croissance, du fait d'un fort rebond des importations.

Selon les prévisions de l'INSEE et de deux de ses homologues européens, ce repli se confirmerait pour le dernier trimestre 2010 (+0,4%) et même au-delà, avec un tout petit 0,2% au premier trimestre 2011¹, 0,3% selon la dernière note conjoncturelle de l'INSEE². Selon les prévisions, le salut ne viendra pas de l'investissement des entreprises qui devrait progresser, mais à un rythme peu soutenu, les entreprises ayant par ailleurs à faire face à des conditions de financement toujours difficiles. Ces dernières continueraient donc de reconstituer leur stock mais à un rythme plus modéré. Le salut ne viendra pas non plus de la demande étrangère. Ainsi, note l'INSEE,

¹ INSEE, IFO, ISAE, *Euro Zone, economic outlook*, October 2010.

² INSEE, *Note de conjoncture*, décembre 2010.

l'impulsion émanant des économies émergentes, en particulier de l'Asie, s'atténuerait. Il viendra encore moins de la consommation des ménages frappée à la fois par la fin de la plupart des mesures de relance en Europe, par les modérations salariales et par des politiques budgétaires particulièrement sévères³. Son rythme de croissance devrait même être divisé par trois entre le troisième trimestre 2010 et le premier semestre 2011.

La difficile situation du marché du travail devrait encore limiter la dépense privée. Les perspectives en matière de chômage sont en effet des plus sombres. Selon le dernier chiffrage d'Eurostat, le chômage vient d'atteindre un niveau historique avec 10,1% de la population active concernée dans la zone euro, soit près de 16 millions d'hommes et de femmes.⁴ Selon l'INSEE, aucune amélioration sur le front du chômage n'est à attendre avant la mi-2011, au mieux, peut-on espérer une très légère reprise de l'emploi (de l'ordre de 0,1%) au premier semestre 2011.

Au total donc, le tableau macroéconomique de la zone euro n'est pas optimiste comme en témoignent les prévisions de croissance de l'OCDE pour l'année 2011 et qui affichent presque toutes une baisse.

Ce tableau masque toutefois des disparités nationales qui ne sont pas inattendues. Ainsi, alors que les économies espagnoles ou britanniques – dans une moindre mesure, italienne –, subissant le contrecoup de mesures de consolidation budgétaire devrait être à l'arrêt en 2011 (au moins pour les trois premiers trimestres selon l'INSEE), l'Allemagne pourrait connaître, quant à elle,

³ Bruxelles est en passe en effet de modifier les règles en matière de déficit budgétaire avec possibilités de sanction en cas de non respect du pacte de stabilité, c'est-à-dire de ses fameux 3% de déficit public et 60% de dette. Au-delà, la Commission et l'Allemagne veulent imposer aux pays membres d'inscrire dans leur constitution la règle d'un budget équilibré. La Commission réfléchit encore à la possibilité que les politiques budgétaires, avant d'être votées par leurs parlements nationaux, soient soumises aux avis de la Commission et du Conseil.

⁴ Eurostat, *Euroindicateurs*, 180/2010.

une progression de son activité encore soutenue, notamment sous l'effet du rééquilibrage de sa croissance au profit de la consommation, et malgré le durcissement annoncé des conditions d'attribution des prestations sociales⁵.

Dernières nouvelles venues d'Irlande...

En contrepartie du prêt de 85 milliards accordé à l'Irlande pour stopper les attaques des marchés financiers (voir inFOéco n°15), la Commission a imposé un budget d'austérité sans précédent qui vise à ramener le déficit public de 32 % du PIB aujourd'hui à 11,6 % en 2011, et même à 3 % du PIB en 2014. Ce budget, adopté le 8 décembre en Irlande et donc salué par la Commission européenne, prévoit 6 milliards d'euros d'économies (soit environ 4 % du PIB), dont 4 milliards de coupes dans les dépenses publiques et sociales et 2 milliards d'euros d'impôts !⁶

Pourtant, comme un immense bras d'honneur du système bancaire irlandais à l'ensemble du pays, l'Irlande a appris avec stupéfaction que la banque AIB allait accorder à ses opérateurs près de 40 millions d'euros de bonus – dont le versement avait été retardé depuis 2008. Une somme qui échappera à la décision toute récente (faite le lendemain de l'annonce de ce versement) de taxer de 90 % les bonus versés aux traders par les banques. Sans commentaires....

En définitive, si à court terme, il est largement admis, même par ceux qui prônent l'adoption de politiques budgétaires de rigueur, que sa

⁵ Si en Allemagne, il n'est question que de restreindre l'octroi de ces prestations, dans beaucoup d'autres pays de la zone euro (Espagne, Grèce, Portugal, Royaume-Uni, Irlande), des baisses de prestations sociales sont annoncées pour 2011.

⁶ Le sauvetage du système bancaire – l'Etat irlandais a déjà consacré 30 milliards d'euros à leur recapitalisation et pris à sa charge toutes les dettes des banques – qui a déjà fait exploser les déficits à 32 % du PIB va avoir pour des millions d'Irlandais des conséquences très concrètes : les dépenses de protection sociale vont être réduites de 5% comme les allocations alors même que le taux de chômage dépasse les 14%. Le taux horaire du salaire minimum va être réduit d'un euro à 7,65 €, ce qui représente une baisse de salaire de 11,5% pour ceux qui sont rémunérés au salaire minimum (3% de la main d'œuvre). Le secrétaire général de l'ICTU (Irish Congress of Trade Unions) a indiqué que le gouvernement allait prendre 15 milliards d'euros dans les poches des travailleurs pauvres après en avoir injecté 50 milliards dans système bancaire.

généralisation à l'ensemble des pays de la zone va peser négativement sur la reprise de court terme, dans un horizon plus lointain, la correction structurelle de déséquilibres macroéconomiques et financiers par certains pays de la zone aura, elle aussi, des incidences sur l'ensemble des performances nationales. Mais qu'importe, rappelle encore l'OCDE dans sa dernière étude sur la zone euro (rendue publique la semaine dernière), l'assainissement budgétaire est indispensable et rend tout aussi indispensable la mise en œuvre d'un encadrement plus strict des normes budgétaires et l'adoption d'un régime de sanctions. Au-delà, c'est en faveur d'une austérité généralisée que plaide l'institution, une austérité qui devra aussi s'appliquer aux salaires dans une perspective de restauration de la compétitivité et de croissance durable. La messe est dite pour les salariés⁷.

Et la France dans tout ça ?

Après +0,7% au second trimestre et +0,4% de croissance au troisième trimestre, l'INSEE prévoit un petit +0,5% pour le dernier trimestre 2010, un taux de croissance jugé favorable que laisserait présager la légère amélioration du climat des affaires, notamment dans les secteurs des services et de l'industrie manufacturière. L'économie française terminerait alors l'année 2010 sur une croissance de l'ordre de 1,6%.

Pour le début d'année 2011, les perspectives sont moins favorables. Le rythme de l'activité fléchirait pour atteindre péniblement les +0,3% au premier trimestre 2011 et +0,4% au deuxième trimestre.

Du côté du **commerce extérieur**, l'INSEE prévoit un léger mieux en ce sens que le commerce extérieur ne devrait plus peser négativement sur la croissance comme ce fut le cas les deux trimestres précédents et sera encore vraisemblablement le cas pour le dernier trimestre 2010 – une situation qui s'explique par un volume d'importation supérieure à celui des exportations. En 2011,

⁷ OCDE, Etudes économiques de l'OCDE : Zone euro, décembre 2010.

les exportations françaises devraient fléchir, en raison de la **baisse de la demande mondiale** adressée à la France, en particulier de celles de ses principaux partenaires européens sous le coup de mesures d'austérité. Les importations devraient baisser fortement en raison de la baisse de la demande des ménages mais également de l'essoufflement du mouvement de reconstitution des stocks des entreprises ce qui, contrairement aux trimestres précédents, impactera négativement la croissance des premiers trimestres 2011.

En ce qui concerne la demande intérieure, elle devrait être faible. L'INSEE prévoit même un fort ralentissement de la **consommation** au premier semestre 2011 (de l'ordre de 0,9% au T4 2010, elle ne croîtrait que de 0,1% au premier trimestre 2011), en particulier une très nette baisse des achats automobiles due à la fin du dispositif de la prime à la casse.

Il ne faut pas chercher loin les raisons de la faiblesse de la demande des ménages. Même si les prix restent calmes⁸, les **gains de pouvoir d'achat des salaires** sont en effet très faibles après avoir été même négatifs au début de l'année. En un an, le salaire mensuel de base de l'ensemble des salariés a augmenté de +1,7%, ce qui représente en termes de pouvoir d'achat un petit gain de 0,1 point.

⁸ Du fait d'une activité peu dynamique, l'**inflation** reste calme en France comme dans le reste de la zone euro. Pour l'ensemble de l'année 2010, la hausse des prix serait de 1,5%. Toutefois, la montée du prix du pétrole l'arrivée précoce du froid et l'accélération de l'inflation dans les pays émergents pourraient contribuer à un léger regain d'inflation en 2011. La fin d'année 2010 est marquée par une nette remontée des **prix du pétrole** qui ont repassé la barre des 90 dollars le baril pour la première fois depuis septembre 2008. Cette hausse est due à un fort rebond de la demande ce qui n'était pas particulièrement attendu, en tout cas pas aussi tôt. Sous l'effet de la reprise dans les pays émergents, mais également de la consommation des grands pays développés, la demande de pétrole a retrouvé ses niveaux d'avant crise, accentuée par des éléments conjoncturels liés à l'entrée dans l'hiver. Si les tendances récentes se confirment, le prix du brut pourrait dépasser les 100 dollars dans un avenir proche avant de se replier et se stabiliser autour de 85 dollars, du fait d'un ajustement de l'offre début 2011.

Les perspectives salariales pour 2011 ne sont pas satisfaisantes. Dans un précédent numéro d'inFOéco (n°10), nous avons mentionné les résultats d'une enquête menée auprès de chefs d'entreprise par Hewitt France – un cabinet de consulting – montrant que les augmentations de salaires (qui intègrent les augmentations générales et les mesures individuelles) n'ont jamais été aussi faibles depuis 25 ans. Un sondage publié par l'Expansion fin novembre montre que plus de six français sur dix n'ont pas vu leur salaire revalorisé significativement depuis deux ans et que quatre sur dix affirment ne pas avoir été augmenté depuis plus de 5 ans.

La situation du marché du travail marquée par un chômage élevé et la précarisation croissante des emplois crée un contexte peu favorable à des hausses de salaires. En outre, le ministre du travail a confirmé devant la CNNC le 14 décembre que le gouvernement ne donnerait pas de coup de pouce au SMIC, suivant les recommandations du groupe d'experts mis en place fin 2008. Pour mémoire, cela fait depuis 2006 qu'il n'y a plus eu de coup de pouce. La hausse du SMIC est donc limitée au seul mécanisme de revalorisation prévu par le code du travail, soit 1,6%, ce qui porte le taux horaire à 9 € bruts au 1er janvier prochain. La hausse du SMIC ne compensera donc que l'inflation, en l'absence de gain de pouvoir d'achat du côté du salaire moyen. Alors que le SMIC sert de référence dans les négociations salariales de branche, le signal donné par le gouvernement est très clairement défavorable aux salariés qui devront se contenter de revalorisations salariales minimales.

Sur le front du **chômage**, les perspectives sont inquiétantes. Selon les derniers chiffres de l'INSEE, le taux de chômage se situe au troisième trimestre 2010 à 9,3% de la population active, pour toucher au total (toutes catégories confondues) près de 4,3 millions de personnes. Si ce taux est stable par rapport au trimestre précédent, ce qui a valu un satisfecit du gouvernement conforté par quelques 20 000 créations d'emplois au troisième trimestre, d'autres statistiques méritent notre attention comme celles

notamment du chômage de longue durée ou de la nature des emplois récemment créés.

Le chômage de longue durée a littéralement explosé en France. A la fin du mois d'octobre, la hausse atteignait + 23% en un an. Pour ceux inscrits depuis plus de deux ans et moins de trois ans, elle est même de + 35% ! Au final, près de un million et demi de personnes sont au chômage depuis au moins un an⁹. Trop souvent synonyme de déqualification et d'appauvrissement durable, le chômage de longue durée éloigne d'autant les chances de retrouver un emploi s'il touche, comme c'est souvent le cas, des personnes relativement peu qualifiées.

Selon l'INSEE, le premier semestre 2011 sera encore marqué par un taux de chômage élevé, 9,1% en moyenne pour la France métropolitaine. L'industrie continuera en 2011, mais à un rythme moindre, de détruire des emplois (- 42 000 postes détruits au premier semestre 2010 contre plus de 170 000 en 2009). Quant au secteur de la construction, il va peut être recommencer à créer des emplois au premier semestre 2011 lui, qui, au dernier trimestre 2010, continuait d'en détruire (- 2000 au second trimestre 2010).

Au final, le rythme de création d'emplois dans le secteur marchand afficherait une certaine stabilité entre le second semestre 2010 et le premier semestre 2011 (graphique ci-dessous). Quelques 50 000 emplois y seraient respectivement créés tandis que le secteur non marchand perdrait même des emplois début 2011, une tendance qui confirme le ralentissement déjà observé dans ce secteur au dernier trimestre 2010. Principalement en cause, le nombre de bénéficiaires de contrats aidés, en baisse de près de 40 000, selon l'INSEE, d'ici le premier semestre 2011.

Au-delà de ces données agrégées, la **nature des emplois offerts** est particulièrement instructive pour renseigner l'état du marché

⁹ DARES *Indicateurs*, Demandeurs d'emplois inscrits et offres collectées par Pole emploi en octobre 2010, novembre 2010, n°079.

du travail français. Si le comportement prudent des entreprises en matière d'emploi explique la stabilité des taux d'emploi, il se vérifie également au travers du type d'emplois proposés.

L'attentisme des employeurs se traduit par une préférence nette pour les contrats courts et l'intérim. Ceci rejoint le bilan des deux années de crise que nous venons de traverser. Le dernier *Portrait social* de l'INSEE indique clairement que la récession a eu pour conséquence d'accélérer la précarisation de l'emploi en 2009, avec un recul de la part des CDI, une montée des temps partiels subis et un raccourcissement des missions d'intérim¹⁰.

Et cette tendance se confirme encore au troisième trimestre 2010 avec la poursuite de la baisse des taux d'emploi en CDI et la stabilité de la part des personnes en CDD et en intérim. Pire, on note même une réduction importante de la durée des missions d'intérim, en moyenne de deux semaines, selon les statistiques de la DARES !

Les offres d'emploi collectées par Pôle emploi en rendent très bien compte : les offres d'emplois durables (plus de 6 mois) ne représentent que 38% des offres collectées fin octobre et sont en baisse de 3,5% par rapport à octobre 2009 tandis que les offres d'emplois temporaires (entre 1 et 6 mois) et occasionnels (moins d'un mois) progressaient respectivement de 15 et 20%¹¹ !

Enfin, l'examen des motifs de sorties des listes de Pôle emploi est intéressant. Il révèle que seulement une sortie sur cinq correspond à une reprise d'emploi. La majorité des sorties (44%) est la conséquence d'un défaut d'actualisation donnant lieu conduit à une cessation d'inscription !¹²

Il est fort à craindre que l'évolution de l'emploi intérimaire joue comme un signe avant-coureur des évolutions ultérieures de l'emploi salarié. Ainsi le risque identifié par l'OCDE semble se confirmer, celui que la reprise dans les pays développés soit une reprise sans emplois ou marqué du sceau d'un sous-emploi élevé et que le chômage conjoncturel ne se transforme en chômage structurel¹³. Tout un programme.

Achévé de rédiger le 21 décembre 2010

¹⁰ INSEE, *Portrait social*, Edition 2010.

¹¹ DARES, *ibid.*

¹² DARES, *ibid.*

¹³ Problèmes économiques, n°3007, nov. 2010.

Croissance du PIB (en %)

	2010*	2011*
France	1,6	1,6
Allemagne	3,5	2,5
Zone euro	1,7	1,7
Etats-Unis	2,7	2,2
Japon	3,7	1,7
Brésil	7,5	4,3
Chine	10,5	9,7
Inde	9,1	8,2

Source : OCDE, * prévisions

Evolution du salaire mensuel de base (SMB), corrigée de l'inflation

	2009T1	2009T2	2009T3	2009T4	2010T1	2010T2	2010T3
Evolution sur un trimestre	0,6%	0,0%	0,7%	-0,3%	-0,1%	0,1%	0,4%
Evolution sur un an	2,4%	2,7%	2,4%	1,0%	0,2%	0,4%	0,1%

Source : DARES

Le chômage en France au troisième trimestre 2010

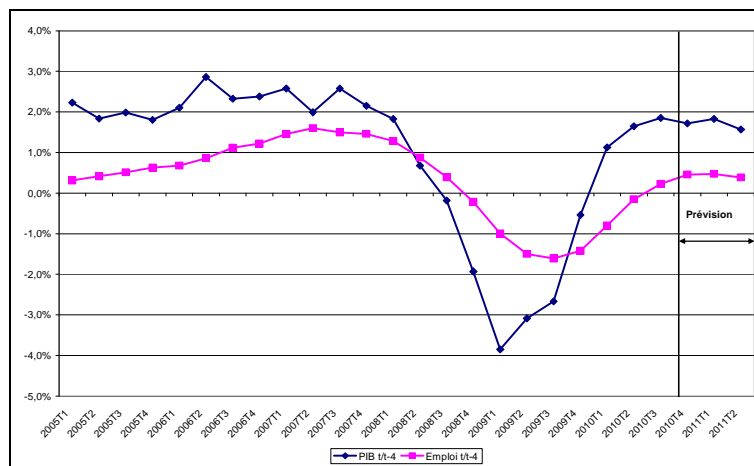
Taux de chômage « officiel » *	9,3%
Taux de chômage des femmes	9,5%
Taux de chômage des moins de 30 ans	17,5%
Nombre officiel de chômeurs*	2 697 100
Nombre total de chômeurs	4 249 100
Chômeurs de plus d'un an	1 585 600

NB : Les chiffres « officiels » du chômage ne comptabilisent que les catégories A .

Le nombre total y inclut les catégories B et C. Les demandeurs d'emploi non disponibles immédiatement ne sont pas comptabilisés. Tous ces chiffres concernent la France métropolitaine.

Source : Insee, Ministère de l'emploi.

Evolution conjointe du PIB et de l'emploi en France (en glissement annuel)



Source : INSEE, calculs secteur économique